

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le ministre évalue les élèves mais pas l'ampleur de la crise

En pleine période de reprise inquiétante de l'épidémie, le ministre instrumentalise les résultats des évaluations de mi-CP pour tenter de solder à bas coût les conséquences de la pandémie sur les élèves et leurs apprentissages. Certes les résultats montrent que les élèves de CP ont progressé entre le début de l'année scolaire et le mois de janvier : mais quoi de plus normal ? Les compétences évaluées en septembre font parties de l'ensemble des compétences travaillées et renforcées tout au long du premier trimestre de CP.

La légère augmentation des résultats entre janvier 2020 et 2021 peut aussi être attribuée au fait que les enseignantes et les enseignants, sont maintenant habitués à ces évaluations, ce qui peut les amener à une forme d'adaptation, souvent remarquée dans ce type d'évaluations.

Contrairement à ce que prétend le ministre, ces évaluations mettent en lumière l'aggravation des inégalités liées aux conséquences sociales et scolaires de la pandémie. Les écarts ne cessent de s'accroître entre les élèves de l'éducation prioritaire renforcée et ceux hors éducation prioritaire. Et le ministre ne propose rien de plus qui permettrait de les réduire. Au contraire depuis le début du quinquennat la disparition du dispositif « Plus de maîtres que de classes », la suppression de postes de RASED, la suppression de postes de remplaçants ont été préjudiciables à l'école et aux élèves, notamment ceux issus des familles populaires. La mise en place du dispositif des classes dédoublées en éducation prioritaire s'est accompagnée de consignes injonctives et a renforcé les pratiques individuelles. De plus, la seule diminution des effectifs ne suffit pas à répondre aux difficultés des élèves.

Après un an de crise sanitaire, les conséquences de la pandémie sur les élèves sont largement sous-estimées par le ministère. De plus en plus d'enfants rencontrent des difficultés psychologiques, peinent dans toutes les compétences d'ordre social, dans leurs relations aux autres, mais sont également en difficulté pour se concentrer, réfléchir, aborder des apprentissages nouveaux.

Pour y répondre, l'école a besoin d'un plan d'urgence qui permettrait un recrutement de personnels remplaçants, de PE spécialisés de RASED, de psychologues de l'Éducation nationale et d'avoir une véritable médecine scolaire. Un plan de formation ambitieux des personnels élaboré à partir des besoins des équipes est nécessaire.

A son déni de la réalité épidémique dans les écoles, le ministre en ajoute un autre, celui des conséquences d'une année d'école dégradée par la crise du covid qui seraient gommées de façon « magique » par le simple retour à l'école des élèves.

La crise aura des effets durables sur les élèves, il faut dès maintenant commencer à les résoudre.

Paris, le 17 mars 2021